

LEDEVOIR

Geneviève Guilbault interpelle le grand patron de l'UPAC sur le fiasco SAAQclic

La ministre considère «outrageux» des éléments du récent rapport de la vérificatrice générale.

Publié et mis à jour le 25 février

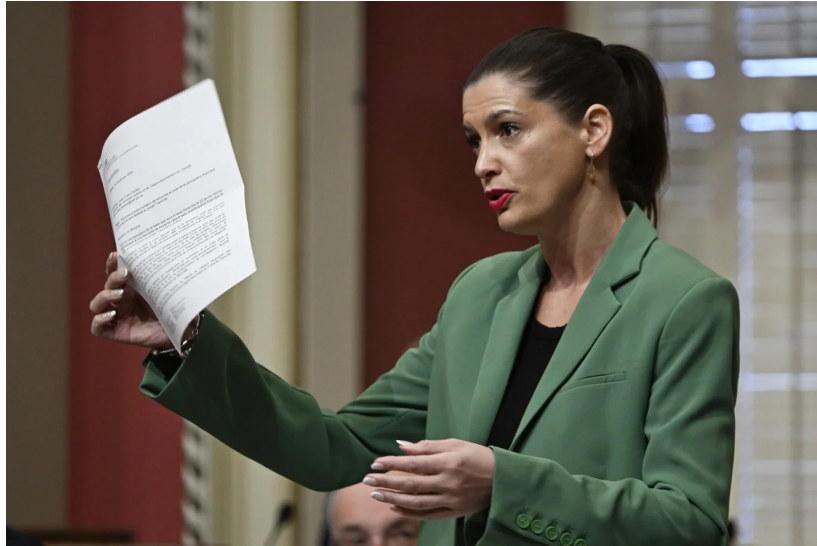


Photo: Jacques Boissinot La Presse canadienne «Les citoyens sont en droit de s'attendre à une gestion saine et transparente des deniers publics, un devoir qu'a notoirement négligé la SAAQ», a insisté la ministre Geneviève Guilbault.

Caroline Plante

à Québec

La Presse canadienne

Le rapport de la vérificatrice générale sur le fiasco informatique à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) continue de faire des vagues.

Lundi, la ministre des Transports, Geneviève Guilbault, a interpellé par écrit le grand patron de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), Éric René, lui enjoignant de se pencher sur les faits «outrageux» contenus dans le rapport.

Selon la vérificatrice générale, le virage numérique raté à la SAAQ coûtera au bas mot aux contribuables 1,1 milliard de dollars, soit 500 millions de plus que prévu. Plusieurs informations sur la maturité du projet auraient été cachées aux dirigeants.

Les ministres du gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) ont toujours maintenu qu'ils ignoraient tout des problèmes entourant le virage numérique de la SAAQ.

« Je considère que les faits évoqués [...] doivent être l'objet d'une attention à la hauteur de leur gravité, a écrit Mme Guilbault à l'UPAC. Il semble que votre organisation procède actuellement à l'analyse du rapport. J'estime qu'il s'agit d'un travail d'analyse essentiel dans les circonstances. »

À lire aussi

- Informations cachées et explosion de coûts pour SAAQclic
- Pas de responsable clair dans le fiasco SAAQclic
- Éditorial | Un fiasco plus grand que le mensonge
- La pression du fiasco SAAQclic monte sur le gouvernement Legault

Dans sa missive, la ministre Guilbault dresse la liste des constats qu'elle considère « extrêmement troublants » :

- une planification incomplète des besoins de transformation numérique avant la signature du contrat avec l'Alliance, ce processus n'ayant été finalisé que 12 mois plus tard ;
- un apparent conflit d'intérêts relativement à la firme ayant évalué les besoins de transformation numérique et son implication dans l'Alliance ayant remporté l'appel d'offres pour la réalisation de CASA (qui comprenait le nouveau système informatique de la SAAQ et la plateforme SAAQclic) ;
- une augmentation du coût total du projet pouvant atteindre 1,1 milliard de dollars, soit 40 % de plus que les prévisions initiales ;
- la manipulation répétée d'informations stratégiques destinées aux décideurs dissimulant des retards, des objectifs non atteints, des anomalies informatiques, des tests non réalisés ;
- la transmission d'information incomplète et erronée aux parlementaires, minimisant ou cachant l'ampleur de la situation ;
- une stratégie risquée de fractionnement de contrats dans l'objectif de ne pas alerter le gouvernement sur un dépassement de coût de 222 millions de dollars en septembre 2022.

« Les citoyens sont en droit de s'attendre à une gestion saine et transparente des deniers publics, un devoir qu'a notoirement négligé la SAAQ », a insisté M^{me} Guilbault.

Elle a également demandé à son ministère de mener une enquête « sur l'ensemble des faits entourant l'élaboration, la documentation et le déploiement [...] de la plateforme SAAQclic ».

De son côté, la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, a indiqué, lundi soir, avoir demandé l'intervention de l'Autorité des marchés publics (AMP). « À la suite du dépôt du rapport de la vérificatrice générale [...] qui fait état de situations très préoccupantes, j'ai demandé au p.-d.g.de l'Autorité des marchés publics, Yves Trudel, d'examiner le processus d'attribution et l'exécution du contrat », a-t-elle fait savoir sur X.

D'ici là, les partis d'opposition exigent que les procès-verbaux de la SAAQ soient divulgués. Le PQ et Québec solidaire (QS) réclament également la tenue d'une enquête publique en bonne et due forme.

« [Les caquistes] ne peuvent pas juste jouer à Ponce Pilate et s'en laver les mains », a lancé la co-porte-parole de QS, Ruba Ghazal.